Cahiers balkaniques

38-39 | 2011

Conflits et mémoires dans les Balkans

La construction sociale de l'altérité en Grèce

Anastassia Tsoukala

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ceb/836>

DOI : 10.4000/ceb.836

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2011

Pagination : 261-266

ISBN : 978-2-85831-189-7

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Anastassia Tsoukala, « La construction sociale de l'altérité en Grèce », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 38-39 | 2011, mis en ligne le 06 décembre 2011, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/836> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ceb.836>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2021.

Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

La construction sociale de l'altérité en Grèce

Anastassia Tsoukala

- 1 Dans notre ère post-moderne, marquée de plus en plus par les effets de la mondialisation, la question des identités – à préserver, à redéfinir ou à découvrir – est désormais devenue omniprésente. Comme si l'éclatement de nos points de repère habituels et la démultiplication d'identités qui s'en suivit provoquèrent un double mouvement, d'ouverture et de fermeture à la fois. Comme si l'acceptation de l'existence d'identités multiples, au niveau individuel, mais aussi collectif, n'était concevable que si elle allait de pair avec la redéfinition de ce qui devait, ne pouvait que rester stable, en tant que noyau dur d'une identité réelle ou imaginaire.
- 2 Dans ces processus de quêtes identitaires, la construction de nouveaux sens passe forcément, entre autres, par des schémas oppositionnels. Ceux-ci sont d'autant plus forts que les formes identitaires de base sont brouillées. Quand on ne peut affirmer avec certitude ce que l'on est, on peut au moins se définir de manière négative, en désignant ce qu'on n'est pas ou, tout au moins, ce qu'on pense ne pas être ou ne pas vouloir devenir. L'Autre devient, alors, partie intégrante de notre quête identitaire et, en temps de crise, sa figure finit toujours par être mise en avant – apparemment comme porteur, voire responsable de bien de maux sociaux au nom desquels il convient de l'exclure et le punir, mais en fait comme élément fédérateur de la communauté, lequel, de par son exclusion ou punition, l'aidera à retrouver sa propre cohésion en redéfinissant ses valeurs afin de rétablir un certain ordre en son sein.
- 3 Il est de mise de considérer que les processus de construction d'identités collectives, voire nationales, s'alimentent en principe de la stigmatisation des groupes étrangers, qui portent en eux-mêmes les signes de leur extranéité, sous forme d'origine ethnique ou raciale, de pratiques religieuses, ou autres. Il est aussi de mise de considérer que ces stigmatisations sont renforcées si à l'extranéité ethnique ou culturelle s'ajoute la distance sociale créée par d'importants écarts socio-économiques. En d'autres termes, ceux qui se trouvent aux marges de la communauté, sur le plan socio-économique,

seront plus facilement visés par des processus de stigmatisation si, en plus, ils cumulent d'autres critères d'extranéité.

- 4 Tout en étant plausibles et maintes fois confirmées par des recherches multiples, ces analyses tendent toutefois à occulter le fait que, en réalité, le processus de construction sociale de l'altérité est affranchi de toute considération communautaire au sens strict du terme. Il n'est pas rare qu'une communauté se divise suivant des critères politiques, qui transcendent les clivages socio-économiques, ethniques, raciaux, religieux ou autres. Les persécutions subies par les dissidents des régimes communistes tout au long de la guerre froide ou, de manière symétrique, par les communistes aux États unis à l'époque du maccarthysme en sont la preuve. Il n'est pas rare non plus qu'une communauté se divise en fonction des critères moraux, qui eux aussi transcendent tous les clivages précités. La colère sociale envers les femmes en quête d'émancipation, qui a longtemps marqué nos sociétés occidentales et qui continue à caractériser nombre d'autres sociétés contemporaines, en est la preuve.
- 5 Or, même s'il est intéressant d'analyser les voies empruntées par une communauté pour stigmatiser des groupes étrangers, l'étude de ce processus ne devient fascinante, dans la mesure où elle révèle la multiplicité de ces facettes, que lorsqu'elle se focalise sur les divisions internes – celles qui, indirectement certes, mettent en lumière les véritables failles, craintes et angoisses d'une communauté. De ce point de vue, l'étude d'un pays comme la Grèce revêt un intérêt particulier, non pas seulement, car c'est l'un des rares pays européens à avoir vécu au cours du XX^e siècle une véritable guerre civile, basée sur des critères politiques, mais aussi parce que, de par son histoire agitée, il a dû faire face aux ambiguïtés de sa propre identité nationale lorsqu'il a accueilli, dans les années vingt, près d'un million et demi de réfugiés grecs originaires de l'Asie Mineure.

Une identité en crise

- 6 Conformément aux processus de construction d'identités nationales observés partout en Europe du XIX^m siècle, la création de l'État grec moderne s'est appuyée sur une identité collective mythique, qui s'articulait autour d'une société prétendument homogène sur le plan démographique, d'une population éparpillée en dehors des frontières du pays qu'il convenait d'y intégrer en menant des guerres irrédentistes, et d'une continuité historique ininterrompue depuis l'Antiquité qui, pour rester crédible eu égard aux multiples occupations à travers les siècles, se basait essentiellement sur la langue et accessoirement sur la religion.
- 7 Or, l'arrivée massive des réfugiés grecs en 1922 a mis en rude épreuve cette identité nationale. De manière paradoxale, ceux qui se trouvaient au cœur d'une longue politique irrédentiste au nom de leur grécité millénaire, ceux qui ont légitimé la conduite d'une guerre de « libération » désastreuse, une fois obligés à quitter la côte de l'Asie Mineure pour s'installer en Grèce se sont vus transformer en menace pour la population sur place. Bien qu'ils aient été chrétiens orthodoxes, le fait qu'ils maîtrisaient mal la langue grecque, voire ils étaient seulement turcophones, rendait leurs origines suspectes. Alors que l'État leur a immédiatement accordé des droits civiques, la majorité de la société leur a réservé un accueil hostile qui les a rapidement marginalisés.

- 8 Cette hostilité s'exprimait d'abord par des moqueries sur la manière dont les réfugiés prononçaient le grec (« aoutides »), ou par des jeux de mots malsains (« prosfigkakia », comparant les enfants réfugiés à des guêpes). Mais, avant tout, cette hostilité s'exprimait par des termes insultants qui niaient la grécité des réfugiés. Ceux-ci étaient, alors, qualifiés de « tourkosporos » (être de semence turque) et « tourkomeritis » (venu de la Turquie).
- 9 Certes, d'un point de vue sociologique, il convient de voir derrière cette hostilité l'opposition entre une société essentiellement agricole, qui s'est trouvée confrontée d'une part à des concurrents, prioritaires pour l'acquisition des terres agricoles, et, d'autre part, à des représentants d'une classe bourgeoise jusqu'alors inexistante en Grèce qui, se remettant rapidement de leur infortune, prendront les rênes du commerce et de l'émergente activité industrielle du pays. Cette hostilité était aussi une affaire d'opposition de mœurs, entre une société d'accueil conservatrice et traditionnelle et des couches sociales entièrement conformes aux us et coutumes de l'Europe occidentale. Il est révélateur à cet égard que les femmes réfugiées, qui se maquillaient et parlaient librement aux hommes, ont été d'habitude qualifiées de « pastrikia » (propre), terme jusqu'alors réservé aux prostituées, car en plus elles se lavaient tous les jours – pratique jusqu'alors adoptée par les prostituées grecques. Cette hostilité était, enfin, une affaire d'opposition politique entre la société d'accueil, divisée entre les monarchistes et les républicains, et les réfugiés qui, eux, étaient essentiellement républicains.
- 10 Mais ces facteurs ne suffisent pas, à eux seuls, à expliquer l'hostilité. Non seulement parce que celle-ci perdura jusqu'à la seconde guerre mondiale, mais aussi parce qu'elle a refait surface, abritée derrière les mêmes termes, dans les années cinquante, lorsque la Grèce a accueilli une nouvelle vague de réfugiés ayant dû quitter Istanbul suite aux pogroms de 1955. Les derniers vestiges de celle-ci sont, d'ailleurs, toujours visibles dans les stades de football où les supporters des clubs de football fondés par les réfugiés des années vingt sont invariablement qualifiés de « Turcs » et de « hanoum ». Ces vestiges réapparaissent d'ailleurs lors de différentes luttes de pouvoir entre l'Église grecque et le Patriarcat de Constantinople, l'actuel Patriarche œcuménique Bartholomé étant ainsi régulièrement qualifié de « tourkosporos » par l'extrême droite grecque.

Une identité déchirée

- 11 C'est cette société en mal d'identité qui, une fois la Seconde Guerre mondiale terminée, se trouvera entraînée dans une guerre fratricide, opposant les conservateurs, fidèles à la monarchie, aux progressistes et communistes. La fin de cette guerre civile, qui s'acheva par la victoire des troupes gouvernementales, laissa derrière une société déchirée par la haine et marquée par l'atrocité du conflit. Elle laissa derrière une économie nationale ruinée qui ne pourra désormais que dépendre du soutien des grandes puissances occidentales. Elle laissa derrière une campagne dévastée par les batailles et désertée à jamais par la population, qui est allée se réfugier aux villes ou y fut déportée par l'armée pour qu'elle ne serve pas d'appui logistique aux partisans. Elle laissa aussi derrière une campagne désertée par tous les partisans-habitants de ces régions, qui ont dû prendre la fuite par peur de représailles, en allant se réfugier, parfois accompagnés de toute leur famille, aux pays limitrophes et plus tard, pour ceux qui formaient les unités de combat, en Union soviétique.

- 12 Or, tout au long de sa durée et surtout une fois terminée, cette guerre fut niée. La négation portait, d'abord, sur l'identité des combattants, qui étaient immanquablement qualifiés de « communistes ». Le rejet du régime monarchique et la volonté de construire une société sur des bases plus équitables, qui motivaient une grande partie des partisans non communistes, ont été ainsi occultés sous l'étiquette du « communisme » qui ne renvoyait qu'à une certaine idéologie désormais menaçante pour les pays occidentaux.
- 13 En même temps, l'idée même d'un conflit armé est écartée au profit de celle de la criminalité, les actes commis par les partisans étant ainsi dénudés de tout support idéologique et réduits à leur apparence violente et, par conséquent, menaçante pour la société. Le conflit est, alors, qualifié de « guerre menée par des gangs », et les partisans deviennent « katsapliades » (voleurs, pilleurs). L'idée du conflit armé est aussi écartée pour dénigrer l'adversaire, qui n'est pas considéré comme suffisamment important et organisé sur le plan militaire pour être érigé au rang d'ennemi militaire – ce qui, par la même occasion, affaiblit l'impact éventuel des actes des partisans auprès de l'opinion.
- 14 La négation portait aussi sur les objectifs des combattants puisque le conflit est souvent qualifié de « complot », et les combattants de « Eamo-bulgares ». La combinaison de ces termes, qui mélangent les réseaux de résistance communistes, les Bulgares et la notion du complot, ne renvoie qu'à des plans de déstabilisation du pays mis en œuvre par les gouvernements communistes des pays limitrophes en vue d'une division de la Grèce en deux et d'une future annexion des parties septentrionales du pays. Les motifs du conflit se trouvant ainsi déplacés en dehors des frontières, la guerre civile ne pouvait en aucun cas être liée à des contestations du régime venues de l'intérieur même de la société grecque. Dans cette optique, les combattants étaient soit des Grecs manipulés par des puissances étrangères, soit des individus au service des gouvernements étrangers malveillants.
- 15 La négation portait, enfin, sur les origines des combattants, qui, à l'exception de certains manipulateurs étrangers, ne pouvaient qu'être tous Grecs. Certes, passer ainsi sous silence le fait qu'une partie non négligeable des partisans était d'origine slave laissait inexplicable le fait que, après leur fuite du pays, beaucoup de villages du Nord du pays ont été entièrement désertés. Le paradoxe a été résolu grâce à l'attribution aux seuls communistes grecs d'une intention malveillante, jusqu'alors exclusivement liée à certaines périodes de l'occupation ottomane, qui s'est traduite en des « rafles d'enfants » à des fins d'embrigadement de l'autre côté du rideau de fer.
- 16 La réduction de la guerre civile à la seule figure du communiste manipulateur-manipulé permettait, certes, d'apporter des réponses réconfortantes à des questions douloureuses tant sur le plan politique que sur le plan social et démographique du pays. Elle était d'autant plus crédible qu'elle était conforme aux grandes lignes directrices du conflit idéologique de la guerre froide. Mais, en même temps, ces constructions idéologiques restaient fragiles, car elles pouvaient être facilement démenties par grand nombre des survivants ou, alors, mises en question par n'importe quel chercheur minimalement objectif qui souhaiterait se pencher sur cette période historique. La préservation de cette image de la menace communiste a, donc, impliqué l'imposition du silence.
- 17 Silence scientifique, les archives publiques étant longtemps restées inaccessibles aux chercheurs. Silence historique, les manuels scolaires de toute la guerre froide ne s'aventurant guère au-delà de la Première Guerre mondiale, et les librairies ne

disposant d'aucune étude sérieuse de la guerre civile. Silence social, les sympathisants de gauche et les communistes étant souvent maltraités et déportés à l'intérieur du pays, et leurs familles vivant sous la peur de la répression jusqu'à la chute de la dictature en 1974. Silence inscrit dans l'espace, les régions frontalières où se sont déroulées la plupart des batailles de la guerre civile et où se situaient les villages désertés étant pendant longtemps soumises à un régime d'accès limité, censé protéger la sécurité du pays. Enfin, silence culturel, exprimé à l'intérieur du pays par une censure omniprésente et à l'extérieur des frontières, par un refus catégorique d'autoriser le tournage de films sur la résistance grecque, le récit de laquelle pourrait mettre en péril la construction idéologique en question dans la mesure où, menée essentiellement par des partisans de gauche, celle-ci pourrait laisser entrevoir les véritables divisions de la société grecque.

- 18 Ce dernier point explique, par ailleurs, pourquoi la résistance grecque reste largement méconnue en Europe occidentale, en dépit de sa grande importance historique. Hollywood n'étant pas passé par là, les représentations de culture populaire ont puisé leur inspiration d'autres sources nationales, réelles ou inventées. Ainsi, l'image du communiste menaçant, seul responsable des atrocités commises pendant la guerre civile, est-elle restée dominante tout au long de la guerre froide. Sa remise en question est, alors, récente et par extension, en voie de construction, elle aussi.

RÉSUMÉS

L'État grec, à ses débuts, s'est appuyé sur une identité collective mythique qui a subi de graves traumatismes et doit aujourd'hui se reconstruire.

La création de l'État grec moderne s'est appuyée sur une identité collective mythique, qui s'articulait autour d'une société prétendument homogène sur le plan démographique, d'une population éparpillée en dehors des frontières du pays qu'il convenait d'y intégrer en menant des guerres irrédentistes, et d'une continuité historique ininterrompue depuis l'Antiquité. L'arrivée massive des réfugiés grecs en 1922 a mis en rude épreuve cette identité nationale. Alors que l'État leur a immédiatement accordé des droits civiques, la majorité de la société leur a réservé un accueil hostile qui les a rapidement marginalisés. Un nouveau déchirement suivit, la guerre civile (1949), or, tout au long de sa durée et surtout une fois terminée, cette guerre fut niée, ou réduite à la seule figure du communiste manipulateur-manipulé qui permettait d'apporter des réponses réconfortantes à des questions douloureuses sur le plan politique, social et démographique du pays. Préserver cette image de la menace communiste a, donc, impliqué l'imposition du silence. Sa remise en question, récente, est-elle aussi en voie de construction.

The Modern Greek state was created on the basis of a collective, mythical identity. This identity was predicated upon an allegedly homogeneous population scattered well beyond the borders of the country, with all its irredentist aspirations, and upon an imagined historical continuity that was uninterrupted since Antiquity. The massive arrival of Greek refugees in 1922 put this national identity severely to the test. Whereas the state immediately granted them civil rights, they were not welcomed by most of Greek society, which promptly marginalised them. A new rupture followed in the form of the Civil War (1949). In the course of this conflict, and more

especially afterwards, the war was denied, or reduced to the lone figure of the communist—at once manipulator and manipulated—which made it possible to give comforting answers to the country's painful political, social and demographic questions. Preserving this image of the communist threat therefore necessitated silence—a silence only recently broken.

INDEX

Index géographique : Grèce

motsclesmk ГРЦИЈА

motsclestr Yunanistan, Yunan İç Savaşı (1946-1949)

motsclesel Ελλάδα, Ελληνικός εμφύλιος πόλεμος (1946-1949)

Thèmes : Histoire, Sciences politiques

Index chronologique : vingtième siècle, dix-neuvième siècle, guerre civile grecque (1946-1949)

Keywords : Modern greek identity, refugees, Greece, Greek civil war (1946-1949), Nation-state

Mots-clés : identité grecque, État-nation